



Académie des sciences d'outre-mer

Turquie : le putsch permanent / Erol Özkoray
éd. Sigest, 2010
cote : 57.456

Ce petit ouvrage, d'une cinquantaine de pages qu'une association arménienne en France a édité, a pour but de dénoncer, comme le dit l'auteur, journaliste et écrivain en procès avec l'État-major de l'Armée turque : « *le régime (turc) caché (qui) est un totalitarisme déguisé en pseudo-démocratie* » (page 11). Erol Özkoray a été attaqué par la presse nationaliste avec autant de violence que le Prix Nobel de littérature, Orhan Pamuk, qui dûit fuir aux États-Unis ou bien le journaliste arméno-turc Hrant Dink, dont nous avons analysé dans notre Revue Deux peuples proches, deux peuples voisins : Arménie-Turquie (Actes sud, 2009), et qui fut assassiné en janvier 2007 par un jeune ultra nationaliste télécommandé.

Le préfacier Nikos Lygeros souligne qu'Özkoray démontre que : « *la Turquie n'est ni un pays républicain et laïc, ni un pays musulman modéré malgré les dires du monde extérieur... Le vrai pouvoir est tenu par les militaires... Face au problème kurde, aucune fragmentation, face au problème chypriote aucune concession, face au génocide des Arméniens, aucune reconnaissance, pour l'Église orthodoxe aucune place* ».

Avec une grande lucidité, M. Özkoray étudie les différents moyens utilisés par l'Armée pour contrôler les rouages de l'État. D'abord avec le *Conseil national de sécurité* (1982), dont sont membres aux côtés du Gouvernement le Chef d'État-major, et les quatre Chefs des armées (terre, marine, air et gendarmerie). Le CNS s'appuierait sur une société secrète, l'Ergenekon (lieu d'origine des Turcs dans les Monts Altaï d'Outre Sibérie), qui, depuis 1977 aura assassiné des journalistes, syndicalistes, universitaires, politiciens kurdes et turcs. Le mouvement sera mis en cause en 2008 par le Gouvernement actuel.

L'armée aura multiplié les incidents avec la Grèce comme la question de Chypre, la délimitation du plateau continental, l'espace aérien de la Mer Égée, les minorités turques en Grèce, la contestation du statut œcuménique du Patriarche orthodoxe à Istanbul. L'armée aurait, depuis le coup d'État de 1970, « *arrêté, torturé, fiché 2.333.000 personnes* » (page 31). C'est l'Armée qui revendique les concepts de « *l'État-Nation* » : la centralisation, le développement inégal des provinces orientales, l'union mystique du Chef et du peuple, l'anti-intellectualisme brutal, le génocide arménien et le culte du drapeau. « *L'ennemi intérieur* » pour l'Armée est constitué des Kurdes, des gauchistes, des islamistes, des libéraux et des partisans de l'U.E. (dont 25 % d'officiers), soit « *50 millions d'individus sur 72 millions* » (page 23).

Le Parti au pouvoir, l'AKP, qui gouverne depuis huit ans, est une formation islamiste qui a adopté la politique de dissimulation (ou « *tekiyè* ») cachant la collusion politique avec l'État-major, même si le Gouvernement civil tente des rapprochements bien vus à Bruxelles avec les Arméniens, les Kurdes ou le Patriarche Grec. A part cela, le Gouvernement n'est plus laïque mais manie le principe du sunnisme comme religion d'État.



Académie des sciences d'outre-mer

Parmi les autres composants politiques, les Kémalistes suivent la doctrine de l'« *ethnie turque* » imposée à partir de 1927 dans les discours officiels. En fait « *ni Gauche ni individualisme libéral n'existent en Turquie* » (page 26) ; « *la société turque dans son ensemble est fasciste, raciste, xénophobe ... car le service militaire obligatoire aboutit à un lavage de cerveau* » (page 33).

Seulement 11 % des Turcs pensent que la liberté d'expression doit être défendue. En fait, le Groupe de presse Aydin Dogan, qui contrôle les journaux les plus lus : Hürriyet, Milliyet, Radikal, Vatan et Posta, diffuse des idées nationalistes fascisantes et retourne l'opinion publique contre l'U.E.

Pour 92 % des Turcs, la religion est très importante, 74 % font confiance à l'armée, 73 % ne font pas confiance aux étrangers, 52 % ne désirent pas de voisins juifs, homosexuels, concubins ou athées.

Les notes (page 42 et 51) contiennent un nombre impressionnant de manquements aux droits de l'Homme, de peines de prison pour motifs politiques, d'actes de laïcisation (le budget du *Département des Affaires religieuses* atteint 1 milliard 85 millions d'euros).

Le titre du livre est ainsi dévoilé par l'accumulation des opérations dirigées par le Gouvernement turc actuel contre la démocratie et la liberté de penser. Ce petit ouvrage devrait convaincre les partisans d'un « *islamisme soft* » qu'il est nécessaire que pour rejoindre l'Union européenne, tout État ne doive pas adopter l'instrumentalisation politique de quelque religion que ce soit ou un nationalisme exacerbé.

Christian Lochon